

## Objectifs du Colloque RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DÉMOCRATIE

Les enjeux actuels de développement scientifique et d'innovations technologiques intéressent à plusieurs titres des secteurs de plus en plus nombreux et divers de la société ; certains font l'objet de vifs débats, dans les communautés et collectivités les plus directement concernées comme dans le reste de la société. Recherche scientifique et choix techniques et économiques ne peuvent plus être considérés comme des domaines réservés, où l'avis d' « experts » prime sur tout autre, que ce soit par le biais d'institutions ou même par délégation ; ces questions sont affectées par la question sociale fondamentale de la démocratie, de ses modalités délibératives et participatives.

Comment et par qui doivent être déterminées les priorités politiques et stratégiques en matière de recherche, de développement, d'orientations économiques et culturelles, comment doivent être discutées et contrôlées leurs mises en œuvre ? Quels sont les exigences et les moyens pour y parvenir ? En Île de France Sud, où le territoire scientifique et technologique fait l'objet d'une politique étatique fortement affirmée, ces préoccupations de démocratie nous paraissent urgentes et essentielles. Elles concernent chacun comme travailleur, citoyen, personne, de même que toutes les collectivités et organisations publiques ou privées, à tous les niveaux.

La réflexion collective que propose avec son colloque 2014 le **Centre d'Alembert** fait pendant au thème de son séminaire 2013-2014, « Les sciences comme biens communs » ; elle donnera l'occasion d'écouter des auteurs d'études et recherches très récentes, de discuter avec eux, de cerner et d'approfondir quelques questions vives : fonctions de la science dans la société actuelle, positions des citoyens vis à vis de la recherche scientifique, place de la démocratie dans l'élaboration des choix stratégiques de politiques et de grandes problématiques de recherches scientifiques et techniques, « gouvernance » des institutions et des laboratoires de recherche ou de développement, toutes questions en débat à l'heure actuelle dans différents lieux et instances (État, collectivités territoriales, universités et organismes de recherche, entreprises publiques ou privées, confédérations syndicales et organisations professionnelles de chercheurs, sociétés savantes et associations de culture scientifique, groupements de défense d'intérêts collectifs...). Nous questionnerons la prise en compte des spécificités de la science comme pratique sociale et les contraintes liées à son objectif de production de connaissances épistémiquement solides. Nous explorerons des voies possibles de renouvellement de la recherche scientifique.

Les intervenants sollicités représentent les disciplines de recherche scientifiques et technologiques qui sont « parties prenantes » aux avancées et aux débats (sciences de l'ingénierie, sciences de la nature, sciences de la société) mais aussi productrices de nouveaux questionnements (juristes, politistes, historiens et philosophes, spécialistes de communication, de culture, d'éducation...) sur les différentes formes de démocratie et les relations qu'elles peuvent entretenir avec la recherche scientifique.